
Bulletin d'histoire politique

La longue marche du nationalisme écossais

Keith Dixon



Volume 21, Number 1, Fall 2012

Les nationalismes celtes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1011694ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1011694ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dixon, K. (2012). La longue marche du nationalisme écossais. *Bulletin d'histoire politique*, 21(1), 31–42. <https://doi.org/10.7202/1011694ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La longue marche du nationalisme écossais

KEITH DIXON

Université Lumière Lyon 2

Il serait tentant, au vu des résultats des élections législatives écossaises de mai 2011¹, de voir l'histoire du nationalisme écossais comme une longue marche vers la victoire inéluctable. Rien, bien sûr, ne serait plus faux, car, comme on le verra dans la suite de cet article, la victoire historique du Scottish National Party (SNP) et la voie que celle-ci lui ouvre vers la tenue d'un référendum sur l'indépendance, ont été rendues possibles, certes par la qualité intrinsèque du parti dirigé actuellement par Alex Salmond mais aussi par la perception de plus en plus négative des autres partis en lice de la part de l'électorat écossais. Ainsi, la période thatchérienne qui a consacré le déclin vers la marginalité du parti conservateur perçu en Écosse comme étant porteur de « valeurs étrangères » à la philosophie sociale écossaise, et la période blairiste qui a aliéné de manière peut-être aussi définitive une partie significative de l'électorat travailliste qui ne se reconnaissait pas dans le néolibéralisme guerrier d'un Premier ministre pourtant né en Écosse et flanqué d'un Chancelier de l'Échiquier issu des rangs travaillistes écossais, ont contribué à leur manière à la montée en puissance de cette autre force politique aujourd'hui dominante qu'est le nationalisme. La collaboration récente des Libéraux Démocrates à un gouvernement de coalition avec les Conservateurs semble avoir eu les mêmes effets ravageurs chez les électeurs libéraux-démocrates en Écosse et poussé certains d'entre eux dans les bras du SNP.

Mais avant d'aborder plus en détail la période la plus récente et d'interroger les possibles avenir de l'Écosse aujourd'hui gouvernée par un parti qui prône l'indépendance et qui jouit, pour la première fois dans la courte d'histoire du parlement écossais, d'une majorité absolue des sièges – majorité que certains observateurs de la scène politique écossaise considéraient comme étant hors d'atteinte dans les conditions du système électoral introduit en 1999 – il sera nécessaire de faire un retour en arrière historique, d'abord vers la période de l'entre-deux-guerres qui a vu les premiers balbutiements d'un mouvement nationaliste encore largement

groupusculaire, et ensuite vers la fin des années 1960 qui ont constitué le véritable printemps des nationalismes intrabritanniques.

La naissance tardive du nationalisme écossais

Par rapport à d'autres petites nations européennes, l'Écosse s'éveille tardivement à la revendication nationale. Il serait sans doute erroné de confondre l'histoire du nationalisme et celle des partis nationalistes. Le nationalisme politique est résolument un phénomène du XX^e siècle en Écosse ; au cours du XVIII^e et du XIX^e siècles on voit effectivement des expressions individuelles ou collectives d'une conscience nationale écossaise (que ce soit, par exemple, dans la poésie de Robert Burns à la fin du XVIII^e, ou dans les revendications de la Highland Land League dans la deuxième moitié du XIX^e). Mais celles-ci ne prennent pas la forme d'un véritable mouvement national comme c'est le cas, par exemple, chez la voisine proche, en Irlande. Nous ne nous attarderons pas ici sur l'analyse des causes de ce « retard » historique ; il suffit de rappeler, entre autres, le poids particulier de l'Empire en Écosse et la manière dont il a servi à la fois de voie privilégiée de promotion sociale à des générations d'Écossais, mais aussi de ciment identitaire, rattachant les Écossais dans leur grande majorité à une certaine idée de l'identité britannique, protestante et impériale².

Il faut donc attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour observer les premiers remous d'organisations se réclamant non pas de l'autonomie au sein du Royaume-Uni (Home Rule) — une revendication déjà soutenue par une partie de la classe politique britannique — mais de l'indépendance. Ce fut l'ambition première de la Scots National League (SNL), créée en 1920 par un petit groupe de nationalistes, dont une partie avait été formée par la Highland Land League, très fortement influencés à la fois par la pratique radicale (le soulèvement de Pâques) et les théorisations des nationalistes irlandais. Ces premiers nationalistes, dont William Gillies et Erskine of Mar, étaient à la fois celticistes, croyant à l'unicité du monde celte, et gaélicisants, considérant que le Gaélique devait devenir la langue nationale d'Écosse (alors qu'à l'époque, selon les données du recensement, moins de 3 % de la population écossaise connaissait cette langue). De l'avis d'un des historiens du nationalisme écossais de l'entre-deux-guerres, Richard Finlay, la SNL à ses débuts était « plus un club privé qu'une organisation politique »³ et son caractère groupusculaire encourageait, dans les premières années de son existence, les prises de positions les plus excentriques. La SNL, dans ses publications au lectorat très restreint, privilégiait une vision lénifiante et flatteuse des Écossais, dotés de toutes les vertus, et n'hésitait pas à recourir aux représentations d'inspiration xénophobe pour expliquer le conflit historique entre l'Angleterre et ses voisins, écossais et irlandais en particulier. Cette vision du monde lar-

gement inspirée par les théorisations raciales, qui fait une large part à l'anglophobie mais peut chez certains individus prendre d'autres populations pour cible (les Juifs et, chez des nationalistes très conservateurs des années 1930, les immigrés irlandais), va continuer à imprégner le mouvement nationaliste écossais au cours des années 1920 et 1930 et à inspirer certains de ces dirigeants les plus en vue. Cela peut paraître surprenant puisque la plupart des activistes nationalistes penchaient plutôt à gauche pendant cette période et que parmi les dirigeants de la SNL et, par la suite, du National Party of Scotland/Scottish National Party beaucoup se définissaient comme étant à la fois socialistes et nationalistes. C'est le cas, entre autres, de William Gillies, fondateur de la SNL, de John MacLean, marxiste et collaborateur d'Erskine of Mar, qui a fondé son propre parti communiste et nationaliste, le *Scottish Workers' Republican Party*, ainsi que de Roland Muirhead, figure de proue du mouvement nationaliste dans les années 1920 et 1930.

Si la SNL introduit dans le débat politique écossais la notion de l'*indépendance* écossaise et l'exigence de se séparer des partis «britanniques» pour aller jusqu'au bout de cette revendication, l'émergence d'une force politique capable de porter ces idées ne se fait qu'entre 1928 et 1934, dates respectivement de la création du National Party of Scotland (NPS) et (après la fusion du NPS et du petit Scottish Party du très conservateur Andrew Dewar Gibb) du Scottish National Party (SNP). En effet, à partir de 1928 l'idée d'un rassemblement des forces nationalistes, allant des avocats de l'autonomie au sein du Royaume-Uni de la Scottish Home Rule Association jusqu'aux séparatistes de la SNL commence à prendre forme. De longues et difficiles négociations aboutissent à la création du National Party of Scotland en avril 1928 et marquent le début d'une activité soutenue, politique et électorale, du nationalisme écossais. Le NPS, qui réunit désormais les principaux acteurs de la mouvance nationaliste, s'élargit en 1934 avec l'arrivée d'un groupe de militants et de notables conservateurs en provenance essentiellement de l'association conservatrice de Cathcart, à Glasgow, et se donne un nouveau nom en 1934, le Scottish National Party qui sera désormais le principal sinon l'unique représentant du nationalisme politique en Écosse.

L'histoire du nationalisme dans l'entre-deux-guerres est marquée par les querelles et les divisions internes, entre d'une part les autonomistes proches du parti travailliste, voire du parti conservateur, et les avocats d'une stratégie radicale de type Sinn Féin, d'autre part, soutenue par les anciens de la SNL et de nouveaux venus comme le turbulent poète écossais, Christopher Murray Grieve. Ce dernier, qui écrivait à l'époque en langue écossaise (*Scots*) sous le pseudonyme de Hugh MacDiarmid, devait marquer durablement l'histoire de la littérature écossaise et son cas nous rappelle l'importance, surtout dans ces premières années du nationalisme

politique écossais, de la composante culturelle. Si le SNP remporte peu de succès sur le plan électoral et ne représente au mieux qu'une irritation pour les autres partis en Écosse pendant ses premières années d'existence (ce sera le cas d'ailleurs jusqu'aux années 1960), le nationalisme culturel de MacDiarmid et de ses admirateurs a un effet transformateur sur la production culturelle. Les années 1920 et 1930 témoignent d'une véritable renaissance des arts en Écosse, et bon nombre des acteurs de ce renouveau, qu'ils soient peintres comme John Duncan Fergusson, poètes comme MacDiarmid, romanciers comme Neil Gunn ou compositeurs comme Frances George Scott, se réclament du nationalisme⁴.

C'est ce dernier aspect qu'il convient de souligner lorsque l'on analyse l'histoire du nationalisme écossais au XX^e siècle : le travail entrepris par la génération de MacDiarmid pour réhabiliter les langues nationales d'Écosse (c'est aussi la période des premiers écrits du grand poète gaélicisant, Sorley MacLean), pour réinscrire l'Écosse dans la modernité culturelle et pour marquer les différences entre culture anglaise et culture écossaise, aura des conséquences durables, à la fois politiques et culturelles, et permet en quelque sorte d'imaginer dès cette période d'autres Écosse que celle forgée par l'union avec l'Angleterre impériale. C'est dans les années 1930 que le travail intellectuel préalable à la revendication politique de l'autonomie a été entrepris avec un certain succès, même si les fruits de ce travail ont tardé à être cueillis.

Cependant, si le nationalisme politique a eu du mal à percer pendant cette période, cela tenait aussi à l'extrême ambiguïté politique de la démarche adoptée par le SNP et par ses soutiens. Marqué plutôt à gauche, si ce n'est qu'à cause du positionnement politique de la plupart de ses animateurs qui venaient du travaillisme ou du libéralisme progressiste, certains dirigeants du SNP ont néanmoins une attitude ambivalente, comme nous l'avons déjà évoqué, concernant la philosophie générale du nationalisme qu'il préconisait. Nul n'exprime mieux cette ambiguïté que MacDiarmid, chef de file du nationalisme culturel, et Andrew Dewar Gibb, président du SNP de 1936 à 1940. Ainsi, MacDiarmid va tergiverser entre la fin des années 1920 et le milieu des années 1930 dans ses allégeances politiques : préconisant un temps un « fascisme écossais », flirtant brièvement avec ce qu'il appelle le « nationalisme postsocialiste » du parti nazi allemand, il finit (provisoirement) sa trajectoire comme membre du parti communiste de la Grande-Bretagne (dont il sera exclu pour déviationnisme nationaliste). Andrew Dewar Gibb, par contre, restera toute sa vie un conservateur : il écrit au début des années 1930 de violentes diatribes contre l'immigration irlandaise, rejoignant de cette manière les préoccupations de la mouvance orangiste écossaise, et vers la fin des années 1930 on constate, surtout dans ses écrits privés, un net raidissement de ses positions politiques le rapprochant du mouvement hitlérien⁵. Ainsi, les

divisions souvent publiques entre courants nationalistes, les fortes ambiguïtés de certains des dirigeants les plus en vue, et sans doute le fait que la crise reléguait la question nationale assez loin dans la priorité politique des Écossais à l'époque ont contribué à maintenir le nationalisme politique et son expression institutionnelle, le SNP, sur les marges de la vie politique écossaise. Il va falloir attendre la crise britannique des années 1960 qui se conjugue à la fin de l'Empire britannique pour qu'un espace s'ouvre pour un nationalisme écossais largement débarrassé des maladies infantiles de ses tous débuts.

La fin du consensus d'après-guerre

Les vingt ans qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont été peu propices au développement du nationalisme écossais (ou gallois, d'ailleurs). En effet, l'impact conjugué de la mise en place de l'État social (Service National de Santé; sécurité sociale garantie par l'État; enseignement primaire et secondaire gratuit, etc.), qui a permis de porter secours à ceux et celles qui avaient été délaissés par l'évolution de la société britannique, et d'une politique volontariste d'encouragement étatique au développement des régions, a souligné l'utilité d'un État *central* britannique, surtout pour les populations des nations périphériques qui avaient tant souffert des récessions précédentes, et ainsi miné l'efficacité politique de l'argument séparatiste. C'est d'ailleurs pendant cette période que les tensions entre travaillistes, en tant que principaux porteurs du projet social-démocrate britannique d'après-guerre, et nationalistes se durcissent et que l'unionisme (en tant que défense d'un État central britannique régi par des mécanismes de régulation keynésienne) devient l'idéologie spontanée des travaillistes, surtout dans les échelons supérieurs du parti, après avoir été celle des conservateurs (qui à l'époque se présentaient aux élections en Écosse encore sous l'étiquette « unioniste »).

Ce n'est qu'avec les premiers signes de l'essoufflement du modèle keynésien à la fin des années 1960, conjugués aux effets immédiats de la « perte » de l'Empire, qu'un nouvel espace s'ouvre pour les nationalismes intrabritanniques. Si l'Irlande du Nord, de par son histoire particulière et sa configuration religieuse, peut être considérée comme un cas à part, les nationalismes gallois et écossais suivent des chemins largement comparables pendant cette période qui s'ouvre avec la « crise » britannique. C'est cette crise économique et sociale qui, en creusant l'écart entre le Nord et le Sud, entre le centre et la périphérie, donne une nouvelle crédibilité politique à l'argumentaire nationaliste. Cette crédibilité est d'autant plus forte que les vieilles solutions keynésiennes ne semblent plus porter leurs fruits et que l'efficacité de l'action de l'État central est remise en cause (à droite, d'ailleurs, cette remise en cause conduira au thatchérisme). En Écosse elle

est renforcée par un facteur conjoncturel important: la découverte du pétrole dans la mer du Nord à la fin des années 1960. Sentant l'énorme avantage qu'ils pourraient tirer du pétrole en matière de marketing politique, les nationalistes clameront que «le pétrole est écossais» (*It's Scotland's oil*) dès les élections législatives de 1974.

Les premiers signes électoraux de la percée nationaliste sont déjà visibles à la fin des années 1960, avec la victoire à l'élection partielle de Carmarthen de Gwynfor Evans, président de Plaid Cymru, en juillet 1966 et celle de Winnie Ewing en novembre 1967 à Hamilton, dans l'Ouest de l'Écosse, et une poussée remarquable du SNP lors des élections locales de 1968. Mais c'est lors des élections législatives de février 1974 (et de nouveau en octobre de la même année) que les observateurs politiques et les dirigeants des principaux partis britanniques prennent conscience de l'ampleur historique du phénomène nationaliste et de la nécessité impérieuse d'y faire face.

La signification de la percée nationaliste en Écosse en 1974 (le SNP obtient 21,9% des voix en février et 30,4% en octobre) n'était pas immédiatement évidente et peu d'observateurs à l'époque, britanniques ou étrangers, voyaient au-delà de ses effets immédiats et conjoncturels. Avec le recul du temps on peut voir dans ces résultats non seulement l'expression d'une désaffection à l'égard des partis traditionnels et de leur incapacité à offrir une voie de sortie à la crise britannique, mais aussi et surtout le début d'un processus de transformation durable du champ politique et électoral écossais (et partant britannique) et un facteur supplémentaire dans l'affaiblissement d'un État déjà passablement mis à mal par la guerre civile naissante en Irlande du Nord. C'est ce que le commentateur le plus avéré de la scène politique écossaise, Tom Nairn, a appelé dans un livre qui fera date, mais aussi sous les quolibets des intellectuels unionistes encore inconscients de ce qui les attendait, l'éclatement de la Grande-Bretagne⁶.

Le Royaume-Uni traversait, en effet, une crise comparable dans ses dimensions économiques et sociales à celle qu'elle avait subie dans la première moitié des années 1930, mais cette crise se conjugait désormais à une remise en cause, certes encore électoralement minoritaire, de l'État d'Union et de l'identité «nationale» qui la sous-tendait. Les deux partis «unionistes», travailliste et conservateur, qui alternaient au pouvoir depuis 1945 étaient ainsi confrontés à un problème nouveau, qui touchait au cœur de leurs stratégies politiques respectives. Le gouvernement travailliste de l'époque, d'abord sous la direction de Harold Wilson (de 1974 à 1976) et ensuite sous celle de Jim Callaghan (de 1976 à 1979) a pris l'option d'une réforme constitutionnelle suffisamment modeste pour ne pas mettre en péril l'union et suffisamment affirmée pour calmer les ardeurs nationalistes: après avoir tergiversé pendant plusieurs sessions parlemen-

taires, le gouvernement a fini par proposer en 1978 d'introduire des assemblées « nationales » au pays de Galles comme en Écosse avec, pour la dernière, des pouvoirs législatifs limités. En recourant à une nouveauté constitutionnelle, le gouvernement proposait que cette réforme soit non seulement votée par le parlement, mais aussi approuvée par voie référendaire. La discussion de cette réforme au sein du parlement a révélé toutes les ambiguïtés du mouvement travailliste de l'époque à l'égard des nationalismes intrabritanniques et de la décentralisation politique.

En effet, le parti travailliste était profondément divisé sur la question, en Écosse comme au pays de Galles, et nombreux étaient ceux, militants de base, élus ou permanents du parti, qui voyaient d'un très mauvais œil ce qu'ils percevaient comme des concessions inacceptables aux mêmes nationalistes qui les concurrençaient dans leurs propres circonscriptions. L'amendement proposé lors du débat parlementaire par le député travailliste d'origine écossaise représentant la circonscription londonienne d'Islington, George Cunningham, était exemplaire de cette ambivalence travailliste. Ce dernier a réussi à introduire une contrainte supplémentaire pour le passage de la première loi sur la dévolution qui devait s'avérer de taille au moment de la tenue des référendums : non seulement fallait-il une majorité de votants en faveur de la proposition gouvernementale, mais l'amendement de Cunningham, accepté par le parlement, stipulait que cette majorité devait représenter au moins 40 % des inscrits.

Lors du vote du 1er mars 1979, une majorité des Écossais s'est prononcée en faveur de la création d'une assemblée nationale, mais, étant donné le taux de participation relativement faible, le seuil fatidique des 40 % des inscrits n'était pas atteint (seuls 32,9 % des inscrits se sont prononcés en faveur de la réforme). Au pays de Galles, la proposition gouvernementale a été rejetée par une nette majorité des votants. Le « fiasco » du référendum de 1979 a marqué la rupture entre le SNP et les travaillistes, accusés d'avoir torpillé leur propre réforme constitutionnelle, et a poussé les nationalistes dans les bras du parti conservateur de Margaret Thatcher. En effet, le SNP a voté avec les conservateurs lors d'une motion de confiance à la Chambre des Communes, précipitant la chute du gouvernement de Callaghan. Aux élections qui ont suivi, les conservateurs ont remporté une victoire historique, qui devait changer la face de la Grande-Bretagne et le SNP a payé cher son alliance éphémère avec le parti de Thatcher, avec une baisse de 13 points par rapport à son score d'octobre 1974⁷.

De la glaciation constitutionnelle thatchérienne à l'autonomie

Si le parti conservateur avait été disposé à envisager l'autonomie écossaise et galloise à la fin des années 1960 et au début des années 1970, sous la direction d'Edward Heath, tel n'a plus du tout été le cas sous le régime

thatchérien à partir de 1979. Pendant ses onze années au pouvoir, Margaret Thatcher a opposé un refus catégorique à toute concession envers les autonomistes écossais, quitte à mettre en péril son propre parti au nord de la Tweed. Paradoxalement, c'est cette intransigeance thatchérienne conjuguée à une détermination à imposer la révolution néolibérale sur l'ensemble du territoire britannique, y compris là (en Écosse comme au pays de Galles) où la population était majoritairement hostile, qui a fini par faire basculer une majorité d'Écossais en faveur d'une rupture plus nette avec le pouvoir de Londres. Le deuxième paradoxe de cette période charnière dans l'histoire du nationalisme et de la revendication autonomiste écossaise, c'est que pendant la décennie qui a vu l'émergence d'une revendication de masse en faveur de l'autonomie et une affirmation plus résolue d'identité écossaise dans les champs culturel et politique, les nationalistes ont obtenu des résultats plutôt médiocres au vu de leurs prouesses passées (et à venir).

Les années 1980 ont été, en effet, une période difficile pour les nationalistes, tant sur le plan électoral que sur le plan politique, et leurs divisions internes, de toute manière jamais très loin de la surface, ont repris de plus belle. Les batailles faisaient rage, entre les ailes gauche et droite du parti, entre «fondamentalistes» et «réalistes», entre ceux qui préconisaient une ligne intransigeante autour du mot d'ordre d'indépendance et ceux qui étaient disposés à procéder par étapes et en alliance avec d'autres forces politiques autonomistes : plusieurs militants de premier rang, dont l'actuel premier ministre écossais, Alex Salmond, ont fait les frais de ces luttes intestines en se faisant exclure du parti pour activité «fractionnelle».

Mais si le SNP avait du mal à remonter la pente après 1979, la diffusion des idées autonomistes et nationalistes ne marquait pas le pas pour autant. Tout au contraire, la présence d'une néolibérale aux accents anglais stridents au 10 Downing Street a galvanisé le mouvement en Écosse et on constate pendant la décennie Thatcher une forte effervescence culturelle, comparable à celle de la «première Renaissance écossaise» des années 1930. Ainsi, poètes et romanciers, cinéastes et musiciens rock, universitaires et notables de divers champs professionnels ont pris position en faveur d'une réaffirmation de l'identité culturelle et politique écossaise, définie en contradiction avec les valeurs portées par les conservateurs radicaux. Chacun à sa façon, dans les romans policiers de William McIlvanney, le théâtre populaire de John McGrath, la poésie de Liz Lochhead ou de Jackie Kay, les écrits avant-gardistes de Jim Kelman ou d'Alasdair Gray, les chansons de Deacon Blue et de Wet Wet Wet, voire dans les écrits d'universitaires, entre autres autour de Cairns Craig à l'Université d'Édimbourg, les créateurs et autres intellectuels écossais ont investi la scène politique et un mouvement d'opinion hétérogène, mais puissant s'est ainsi formé.

C'est dans ce contexte que le regroupement autonomiste, la *Scottish Constitutional Convention* (SCC), a vu le jour en 1988. La SCC représentait un large éventail de l'opinion écossaise, regroupant les églises protestantes et catholiques, les syndicats écossais, les collectivités locales, les partis travailliste, libéral-démocrate, vert, communiste, mais aussi des associations féministes et représentatives de minorités ethniques. Les deux seuls absents de marque étaient le Parti conservateur, toujours campé sur des positions unionistes strictes, et le SNP qui ne souhaitait pas intégrer un regroupement, dont la revendication se limitait à la seule autonomie de l'Écosse et qui plus est, du point de vue du SNP, était largement dominé par les travaillistes. La SCC a néanmoins fortement marqué les débats sur l'avenir constitutionnel de l'Écosse et la qualité de ses contributions intellectuelles et de ses propositions de réforme constitutionnelle est une indication, parmi d'autres, de la force et de la vitalité du mouvement autonomiste de cette période. Le travail de la SCC correspondait par ailleurs à un moment d'intense réflexion au sein du parti travailliste qui a conduit à l'élection de Tony Blair comme premier dirigeant du parti en 1994 après le décès brutal de John Smith. Le *New Labour* de Blair a saisi l'idée de réforme constitutionnelle pour affirmer sa position « modernisatrice » et le travail de la SCC a été largement repris par les travaillistes lorsqu'ils ont fait leurs propositions de réforme pour la campagne législative de 1997. L'arrivée de Blair au 10 Downing Street, après la victoire néotravailliste aux élections du 1er mai 1997, a été rapidement suivie d'une proposition de réforme constitutionnelle qui serait appuyée par un référendum avant la fin de l'année 1997. Le résultat du référendum en Écosse ne laissait pas de doute : aux deux questions posées (sur la création d'un parlement et l'octroi de pouvoirs fiscaux au nouveau gouvernement écossais), les électeurs écossais ont voté massivement pour les changements proposés. Le processus en faveur de l'autonomie écossaise, retardé depuis le référendum de 1979, était donc engagé.

Vers l'indépendance « de fait » ?

Le pari des néotravaillistes à l'égard de l'autonomie écossaise (et galloise) était relativement simple : ils espéraient à la fois marquer leur différence dans ce domaine par rapport à l'immobilisme conservateur des années Thatcher et Major, et « neutraliser la menace nationaliste »⁸ pour reprendre l'argumentaire de Peter Mandelson à l'époque. Quelles que fussent leurs convictions profondes, autonomistes sincères ou opportunistes cyniques, tous les acteurs travaillistes voulaient voir dans le nouveau dispositif approuvé par les électeurs écossais (un parlement aux pouvoirs législatifs assez étendus et disposant d'une marge de manœuvre fiscale) la fin d'une période d'incertitude constitutionnelle et non pas le début d'une

transformation plus profonde. Plus d'une décennie plus tard, nous pouvons faire le constat que les stratèges néotravailleurs se sont lourdement trompés à cet égard et que les nouveaux dispositifs électoraux et politiques écossais leur ont réservé d'amères surprises.

Si les deux premières législatures (1999-2003, 2003-2007) ont vu l'élection d'une majorité travailliste relative au sein du parlement écossais et la constitution de gouvernements de coalition avec les libéraux démocrates, on pouvait déjà constater pendant ces premières années de fonctionnement du parlement que le SNP était loin d'être le grand perdant escompté⁹. Il maintenait une présence forte au sein de l'assemblée édimbourgeoise et devenait de fait le principal parti d'opposition, grâce à la marginalisation continue des conservateurs. Pendant la deuxième mandature, le SNP était par ailleurs flanqué à sa gauche d'un deuxième (petit) parti indépendantiste, le Parti socialiste écossais dirigé par le très médiatique Tommy Sheridan, qui combinait une posture bien plus radicale que les néotravailleurs sur les questions économiques et sociales, et un positionnement en faveur d'une Écosse socialiste et indépendante (qui rappelait d'ailleurs fortement les positions défendues par John Maclean et son *Scottish Workers' Republican Party* après la Première Guerre mondiale)¹⁰.

La première surprise advint avec le vote nationaliste aux élections de 2007¹¹, qui a permis au SNP de former un gouvernement minoritaire, puisqu'il avait le groupe parlementaire le plus important à la sortie des urnes. Loin d'être éreinté par ce premier exercice du pouvoir, comme certains l'avaient prévu (et espéré ?), le SNP en a profité pour conforter, largement grâce à la personnalité d'Alex Salmond, l'image d'un vrai parti de gouvernement, tout en se démarquant de manière fort habile de ses prédécesseurs néotravailleurs par des mesures « de gauche » comme l'abolition des frais d'inscription dans les Universités écossaises, le refus de la privatisation des prisons écossaises prévue par le gouvernement travailliste précédent ou la gratuité de soins pour les personnes âgées. L'argument polémique travailliste qui voyait dans les nationalistes des conservateurs en habit écossais traditionnel (« *Tartan Tories* ») a fait long feu et les nationalistes ont réussi, dans la pratique gouvernementale, à contester l'héritage social-démocrate à leurs adversaires du *New Labour*.

C'est ainsi qu'en mai 2011 le SNP a pu continuer sa progression et obtenir une majorité absolue des sièges à Holyrood, dans un mode de scrutin pourtant peu propice à l'obtention de majorités stables, au moment où le gouvernement de coalition à Londres plongeait dans l'impopularité. Aujourd'hui, le SNP a donc toutes les cartes en main pour poursuivre sa lente conquête de la souveraineté politique, la prochaine étape étant l'organisation prévue, mais non encore datée, d'un référendum sur l'indépendance. En effet, tout semble indiquer qu'un tel scrutin ne peut être que bénéfique aux nationalistes, surtout si, comme il est prévu, le référendum

se présente sur le mode de questions multiples, laissant ouverte la possibilité soit de l'indépendance, soit du renforcement des pouvoirs du parlement écossais, soit du maintien du statu quo. Les deux premières options, qui selon les enquêtes d'opinion ont la faveur d'une grande majorité d'Écossais, ne peuvent que renforcer les positions nationalistes soit en précipitant l'Écosse vers l'indépendance, si telle était l'option majoritaire, soit en créant ce que Tom Nairn a appelé une « indépendance de fait », *c'est-à-dire* une situation où, à force de renforcer ses pouvoirs, le parlement d'Édimbourg finit par jouir quasiment des mêmes prérogatives qu'un pays juridiquement indépendant.

La récente démission de l'ensemble des dirigeants des partis « britanniques » en Écosse¹² à la suite de leur défaite électorale, la proposition faite par un des candidats à la direction du parti conservateur en Écosse de créer un nouveau parti totalement autonome par rapport à son homologue anglais, et la publication d'un sondage indiquant qu'une petite majorité d'Écossais penche aujourd'hui en faveur de l'indépendance¹³ sont des indicateurs certes fragmentaires, mais néanmoins significatifs de l'état de l'union britannique au nord de la Tweed. L'impopularité incontestable en Écosse de la coalition conservatrice-libérale démocrate et de sa politique d'austérité tous azimuts et la difficulté du parti travailliste à renouer avec son électorat traditionnel concourent à ouvrir un espace toujours plus grand aux nationalistes. La question qui se pose désormais n'est pas tant si l'Écosse va devenir indépendante, mais plutôt quand et sous quelles conditions.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Aux élections de mai 2011, le SNP a remporté 69 des 129 sièges au parlement d'Édimbourg, augmentant sa présence de 23 sièges. Avec 37 élus, le parti travailliste a perdu 7 sièges. Les conservateurs (15) et les libéraux démocrates (5) ont perdu respectivement 5 et 12 sièges.
2. Voir Linda Colley, *Britons. Forging the Nation 1707-1837*, Londres, Pimlico, 1992.
3. Richard Finlay, *Independent and Free. Scottish Politics and the Origins of the Scottish National Party 1918-1945*, Edimbourg, John Donald, 1994, p. 33.
4. Pour une récente discussion des liens entre le champ culturel et le champ politique en Écosse, voir Catriona M. M. MacDonald, *Whaur Extremes Meet, Scotland's Twentieth Century*, Edimbourg, John Donald, 2009, p. 288-322.
5. Voir Keith Dixon, « Le nationalisme écossais conservateur dans l'entre-deux-guerres: les idées d'Andrew Dewar Gibb et George Malcolm Thomson », *Études Écossaises*, no. 4, Grenoble, 1997, p. 211-220.
6. Tom Nairn, *The Break-Up of Britain*, Londres, Verso, 1977.
7. Aux élections législatives de 1979, les SNP a obtenu 17,3 % des voix écossaises par rapport à 30,4 % aux élections législatives d'octobre 1974. La performance électorale des nationalistes a continué à être médiocre pendant l'ensemble de

la décennie thatchérienne: ils obtenu 11,7% des voix écossaises lors des élections législatives de 1983 et 14,0% en 1987.

8. Peter Mandelson, *The Blair Revolution Revisited*, Londres, Politico's, 2002, p. xxii.
9. Aux élections au parlement écossais de 1999, le SNP a remporté 35 sièges et enregistré 28,7% des voix pour le scrutin de circonscription et 27,6% pour le scrutin de liste. En 2003, le SNP a obtenu 27 sièges, avec 23,8% des voix pour le scrutin de circonscription et 16,6% pour le scrutin de liste.
10. Depuis le SSP a sombré dans la marginalité électorale après les déboires médiatiques et judiciaires de Tommy Sheridan. Il n'a plus de sièges au parlement écossais.
11. Aux élections de 2007 le SNP a dépassé le parti travailliste d'une courte tête (47 sièges contre 46) et a pu former un gouvernement minoritaire.
12. En l'espace de quelques mois après les élections de 2011 l'ensemble des dirigeants des partis britanniques en Écosse a changé: ainsi, Annabel Goldie, Tavish Scott et Iain Gray ont démissionné respectivement de la direction du parti conservateur, du parti libéral-démocrate et du parti travailliste suite aux résultats désastreux de chacun de ces partis.
13. Un sondage organisé par Ipsos-Mori et publié le 8 septembre 2011 donne 39% des répondants en faveur de l'indépendance écossaise par rapport à 38% qui sont contre. Étant donné la marge d'erreur inhérente à un tel exercice, les résultats sont à prendre avec beaucoup de précaution mais ils confirment une tendance déjà visible dans d'autres sondages d'opinion au cours de l'année 2011 au renforcement du soutien à cette option.